

Le système pastoral domine le Val d'Anniviers

par René DUMONT

professeur à l'Institut national agronomique de Paris

R. Dumont a étudié le Val d'Anniviers en août 1952. Son travail a paru dans : *Economie agricole dans le monde*. (Editions Dalloz, II rue Souffloz, Paris). Il a consigné dans ce livre de 597 pages les résultats de ses nombreux voyages d'études dans les pays les plus divers : la forêt dense d'Afrique équatoriale, la savane d'Afrique tropicale, les plaines côtières de l'Asie des Moussons, l'Afrique du Nord, les plateaux arides de l'Espagne, les campagnes italiennes, les Alpes tyroliennes, la Bavière, la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne orientale, la Hongrie, la Russie.

Dans son avant-propos l'auteur avertit le lecteur du but qu'il s'est assigné : « Après avoir esquissé le milieu naturel, économique et humain d'un groupe régional, nous décrirons quelques villages et chercherons à apporter certaines idées sur les possibilités et les meilleures voies d'évolution progressiste de ce type d'agriculture. Sans pouvoir approfondir des problèmes aussi variés, notre but essentiel est de donner aux agriculteurs et aux spécialistes des questions agricoles et économiques, aux étudiants en agronomie, en économie rurale, comme en géographie — et aussi à « l'honnête homme » préoccupé à juste titre de l'avenir de l'humanité — un aperçu trop rapide, mais assez large de ces problèmes agraires, sous une optique parfois peu habituelle. »

L'éditeur ne nous autorise à reproduire que le tiers de l'étude d'Anniviers dans notre Bulletin, ce que nous regrettons beaucoup, car elle apporte des vues nouvelles d'un grand intérêt. Nous résumerons les cinq premiers chapitres et publierons intégralement les chapitres 6 et 7 qui contiennent les conclusions.

L'auteur nous prie d'exprimer ses remerciements à tous les agriculteurs d'Anniviers qui l'ont tant aidé dans son travail, et surtout à ses amis Florey.

I. Mariétan.

I. La prairie multiséculaire se réserve les meilleurs morceaux

Partout on voit la prairie sur les meilleurs terrains aux abords des villages, sur les terrasses à pente moyenne, dans les combes. Les champs sont relégués sur des terrains maigres, plus secs, souvent sur d'anciennes moraines à pente forte. Il en a toujours été ainsi. L'arrosage qui existait déjà au XII^e siècle est réservé à la prairie permanente. On se trouve donc en présence d'une véritable civilisation de la prairie.

L'ensemble de la vallée ignore encore le labour à traction animale, à l'exception de Chandolin dans son hameau de Soussillon. St-Luc et Chandolin, exposés au soleil couchant qui mûrit mieux les grains, car il fait plus chaud au crépuscule qu'à l'aube, ont accordé plus d'importance à la culture. Depuis quelques années, le treuil à moteur s'introduit très timidement. On passe donc, sans transition, de l'énergie de l'homme à celle du moteur. Le Val d'Hérens connaît l'araire depuis longtemps.

Une alimentation faite surtout de lait, de fromage et de viande salée, l'absence de traction animale, rattachent le Val d'Anniviers à une économie pastorale. On peut se demander si, par suite des difficultés de communication avec la plaine, on a pas dû se préoccuper plus tôt que dans les autres vallées ouvertes, de se procurer sur place une importante réserve fourragère pour le long hiver et le gros troupeau. Peut-être y a-t-il aussi d'autres raisons qui relèvent de l'histoire.

II. La grange-écurie dans la prairie arrosée

Les maisons étant groupées au village, il eut été trop pénible de transporter le foin et de rapporter le fumier, c'est pourquoi on a construit de très nombreuses granges-écuries. Leur grande densité est une autre caractéristique du Val d'Anniviers. Le Val d'Hérens compte un nombre moindre de granges-écuries isolées. Elles constituent le véritable pivot du système de production des Anniviards. L'organisation de l'arrosage par les bisses est assez semblable à celle des autres vallées. Si on compte toutes les heures de travail, on obtient un rendement sept fois moindre qu'en plaine. L'insuffisance des moyens de communication freine l'évolution vers la traction mécanique par jeep ou petit tracteur, et aussi l'insuffisance des bâtiments au village.

III. Deux secteurs sacrifiés : les champs et les pacages

Les champs sont petits, de 30 à 400 m², allongés dans le sens de la pente. On y cultive toujours le seigle ou en alternance biennale avec

la pomme de terre. On compte 300 jours de travail humain à l'ha. Depuis une trentaine d'années beaucoup de champs sont abandonnés. Le remaniement parcellaire serait la base indispensable pour toute évolution progressive de ces terrains vers la production de fourrages.

IV. L'alpage absorbe le mayen et donne le fromage

De différents côtés des mayens ont été acquis par des alpages. L'extension de la pâture au détriment de la fauche doit être compensée sinon les réserves fourragères hivernales font défaut.

L'auteur décrit ensuite le mode d'exploitation des alpages. Il arrive à la conclusion qu'on y obtient la productivité et la rentabilité les plus élevées. On pourrait les améliorer, mais il serait plus justifié, économiquement, de travailler d'abord à obtenir un meilleur rendement des prairies du bas pour le fourrage d'hiver.

V. Les vignes de la vallée du Rhône fournissent l'argent liquide

Dès le XIIe et le XIIIe siècle, on trouve des traces d'acquisitions de terrain en plaine par les Anniviards. Ils y cultivèrent la vigne et un complément de grains et de foin. Ainsi s'institua ce nomadisme intégral où toute la famille se déplace. Avec le temps, une partie des Anniviards s'installa à demeure dans les anciennes maisons temporaires des villages qui entourent Sierre. Aujourd'hui la migration de toute la famille devient une exception. A Vissoie, trois familles d'agriculteurs sur une trentaine continuent à « remuer ». A Grimentz, sur 26 enfants de l'école, cinq font le voyage, il y a une trentaine d'années 37 sur 40 y allaient. Malgré cette diminution du nomadisme, la proportion d'Anniviards ayant gardé des vignes reste importante. La productivité est plus élevée dans la vigne qu'à la montagne.

VI. Une économie agricole en régression

En 1946, le croit des bovins apportait 17 % des recettes brutes ; de cette exploitation, autoconsommation comprise ; le lait et ses dérivés 16 %, les porcs 10 %, les chèvres et ovins 5 %. Il restait un peu plus de 2 % pour les pommes de terre et céréales, ces dernières ne suffisant pas à la famille, et 3,6 % pour les fraises et autres fruits, nouveau secteur intensif. L'insuffisance des recettes autres que la vigne,

l'extraordinaire faiblesse de la productivité du travail montagnard autre que l'inalpe entraînent sa décadence. Le recul des labours s'inscrit plus nettement dans le paysage que sur des statistiques assez incertaines. Jusque vers 1918, on gagnait de nouvelles terres à la culture en les piochant jusqu'à 30 ou 40 cm. pour extraire les pierres de ces moraines, entassées en « mourzières ». Il y eut un certain recul entre les deux guerres, puis une stabilisation jusqu'en 1946 et une régression accélérée depuis cette date, que nous avons déjà rappelé. Le développement des camions, puis des treuils et des jeeps a fait beaucoup reculer les mulets, mais ceux-ci ont manqué pour conduire le fumier. En 1914, chaque famille de 4 à 5 personnes disposait dans le Val de 10 à 15 ares de terres ouvertes : avec 9 personnes, les Florey piochaient 20 ares, dont une petite partie en seigle répété : environ 9 ares de pommes de terre pour 11 de seigle. Dans le même temps, cette famille consommait intégralement le produit du lait de quatre vaches laitières. Déjà on achetait de la farine en plaine et vendait peu de pommes de terre.

La surface des « champs ouverts » n'a jamais été importante qu'à Chandolin et St-Luc, où dominaient les céréales. Le déclin fut plus rapide pour la première commune, qui tombe de 27 ha. en 1929 à 3 ha. à peine, surtout en pommes de terre. Il s'accélère depuis quelques années pour St-Luc, qui tend à devenir « mayen » pour les originaires du pays installés en plaine. Dans le bas de St-Jean, où la primauté prairiale fut toujours accentuée, le manque de ressources autres que l'agriculture ralentit un peu le recul des labours, surtout pour les céréales. Il est cependant très marqué pour le hameau de Pinsec, si écarté : ainsi qu'à Ayer et Grimentz, spécialement en ce qui concerne les céréales.

Plus importante à suivre est l'évolution du cheptel bovin. Jean Brunhes souligne sa croissance de 1870 têtes en 1876 à 2105 en 1906. Depuis 1901, Grimentz s'effondre de 386 à 210 têtes, St-Jean de 439 à 260, Ayer de 600 à 400, St-Luc de 300 à 175 : tandis que Vissoie recule de 223 en 1906 à 160 et que Chandolin seul s'accroît de 133 à 162 bovins, chiffre qu'il avait déjà dépassé en 1916. Soit un recul à 1367 têtes, de plus d'un tiers en moins d'un demi-siècle. La régression de cette première ressource de la montagne est un peu moins marquée que celle du cheptel, car le rendement en viande et lait par tête a augmenté, mais trop lentement.

Dans le même temps les moutons abandonnent les hauts villages qui filaient et tissaient la laine, tombant de 600 à une centaine à Ayer, de 300 à une cinquantaine à Grimentz, de 143 à 27 à Chandolin. Jus-

qu'en 1920, chaque ferme avait 5 ou 6 brebis, gardées collectivement sur les plus mauvais terrains, tant qu'il n'y avait pas de neige. En interdisant le pacage en bordure et dans les clairières des bois, la loi forestière a sérieusement handicapé cet élevage. A St-Luc et St-Jean viennent d'apparaître, à côté des vestiges d'anciens troupeaux de 2 à 5 brebis par famille, deux troupes importantes dépassant la centaine de tête chacune : ce qui n'empêche pas St-Jean de reculer de 320 à 200 têtes. Chèvres et porcs semblent en légère régression, la volaille en accroissement.

La première moitié de ce siècle note une diminution parallèle et plus accentuée encore de la population, qui avait ici passé par un maximum tardif vers 1910 (2,831 habitants, contre 1,975 en 1870 et 2,238 en 1900). C'est à cette date qu'on note les premiers départs importants vers l'usine de Chippis. Il y eut auparavant quelques ouvriers sur les mines, les chantiers du Simplon et du chemin de fer de Zermatt : « on se mettait à genoux » pour avoir du travail. La mobilisation de 1914 accentuera les départs : la population anniviarde n'atteint plus 1,600 habitants en 1951. Le recul est maximum à St-Luc, tombé de 500 au début du siècle à 150 habitants¹. En réalité les bras dont dispose l'agriculture ont encore diminué, car la proportion d'activités non agricoles, commerce, artisanat, fonctions publiques, etc..., s'élève. L'agriculture tend à devenir pour l'homme une *activité complémentaire* — il reste 3 agriculteurs purs à Vissoie —, à être confiée de plus en plus aux femmes et aux enfants. L'exemple de St-Chaffrey en Briançonnais, où une évolution analogue est déjà plus poussée qu'ici, nous montre à *quelle impasse technique risque d'aboutir le maintien de cette poussérisation de l'agriculture*. Le gain accessoire *n'accule plus le paysan à une modernisation, que la trop petite dimension de l'entreprise rend inéconomique*. Le chantier de barrage qui va s'ouvrir au-dessus de Grimentz dans la haute vallée de la Gouggra et qui occupera 1,000 à 1,500 ouvriers pendant 5 ans risque de favoriser une telle évolution et d'accentuer le désintérêt pour une agriculture dont le caractère archaïque ressortira alors plus nettement. Elle est déjà soulignée quand l'auto du touriste croise — sans que ce dernier comprenne l'immoralité de la situation — une vieille qui a bien mérité le repos mais porte en-

¹ Dans Val d'Anniviers 49, paru dans les Annales (Economies, Sociétés, Civilisation) de janvier-mars 1950, M. Et. Juillard écrit : « Quant au Val d'Anniviers — prodige ! — il est à peine changé... le genre de vie millénaire ne paraît pas près de s'éteindre ». Il parle de la « faible émigration » et ajoute : « on conçoit mal une évolution, une modernisation de ces techniques, autrement que superficielle ». Il ne me paraît pas avoir bien vu le problème.

core dans sa hotte de l'herbe ou des feuilles, sinon du fumier ; ou encore du foin en ballots sur la tête, des gerbes ou du bois dans son « rêtze ».

La Suisse a plus vite que les autres pays compris la nécessité d'une aide spéciale à l'agriculture montagnarde. Après guerre, on y a maintenu la subvention au mototreuil coopératif, le nouveau statut de l'agriculture va permettre de subsidier même les achats privés. L'achat de motofaucheuses, pourtant si utiles, n'est pas aidé, car elles ne servent pas à « ouvrir » les champs, à augmenter les labours aux dépens des prés, ce qui a constitué l'idée de base — si féconde — du plan Wahlen. La Régie des alcools paie pour céder à plus bas prix aux montagnards les pommes de terre, pommes de table et cerises, ce qui contribue à diminuer les quantités transformées en alcool : encore un exemple que nous aurions intérêt à imiter. Les primes à la mouture accordent à l'altitude de Vissoie 16 francs par quintal de grain écrasé au moulin pour la panification domestique. La construction des étables-fromageries en alpages est subventionnée, les primes d'élevage un peu supérieures à celles de la plaine. Pour développer l'aviculture, dont nous avons souligné l'insuffisance traditionnelle, on distribue des poussines sélectionnées à prix réduit et paie l'œuf 26 centimes au lieu de 25, pour compenser le transport. Si la recette avicole n'est que de 6 % dans l'agriculture suisse, on voudrait, comme aux Etats-Unis, la faire dépasser 10 %. Joint aux allocations familiales importantes pour les grandes familles du Valais catholique et aux mesures générales d'aide aux campagnes, aux primes aux céréales fourragères... La Suisse a réalisé une aide appréciable, quoique donnant un peu l'impression d'un *éparpillement des efforts*.

En réalité qu'y a-t-il de changé dans la vie Anniviarde ? En 1914 l'équipement se bornait aux petits outils : pioches, pelles et pics, faucilles pour les femmes coupant les grains, faux maniées par les hommes pour l'herbe. L'herbe et le bois étaient portés, dans la hotte et le « rêtze », plus souvent à dos d'homme que de mulet. Le char ne servait qu'au remuage vers Sierre, mais jamais au transport autour du village. Les familles consommaient presque toute la production de l'élevage, tuant un bovin mis en saumure et séché au grenier ; parfois une bête et demie, s'il y avait beaucoup d'oncles et tantes, non mariés pour ne pas aggraver le déséquilibre production-population. Bouillie dans la marmite avec du lard et des pommes de terre, des poires à la saison, cette viande faisait le fond de l'alimentation. Comme la « choulière » de St-Chaffrey, le jardin n'avait guère d'autres légumes que les choux, à

côté des betteraves pour les porcs. Le pain de seigle et la polenta du maïs cultivé ou échangé dans la vallée contre du fromage ou un jambon fournissaient la base céréalière. L'impôt communal était acquitté en corvées et avec 7 ou 8 francs on payait les autres. 20 à 30 francs d'argent liquide, pour le sel, le sucre, le poivre et quelque épicerie, permettaient à une famille de « passer l'hiver ».

La plupart de ces phrases pourraient être mises au présent. Depuis cette époque, *le train de vie a évolué plus vite que les pratiques culturelles*. L'usage de la viande salée, du fromage et du lait a reculé, au profit du beurre (autrefois un luxe), des légumes, de l'huile, des pâtes, du riz, sucre, chocolat, du café et même du thé, auquel on ne craint pas de mélanger le vin. A part l'évolution des transports sur les grandes routes, l'apparition sporadique d'un tracteur ou d'un treuil, qui trouve du travail seulement les années où les chantiers ont apporté au village un peu d'argent liquide, les techniques ont bien peu changé.

Comme l'agriculture est devenue, surtout à Vissoie, une activité complémentaire, on a rapproché le secteur exploité du village, abandonnant à la friche tout ce qui était un peu loin, surtout s'il s'agissait de labours. D'où *un travail excessif et insuffisamment productif sur un secteur restreint*, et l'abandon du reste, où *un système de culture plus extensif, la pâture, permettrait pourtant de réaliser la plus haute productivité du travail*.

VII. Extension de la pâture, intensification de la prairie

Sans négliger le complément des légumes et petits fruits, facilités par les tourniquets d'arrosage, ni les élevages secondaires, l'apiculture et surtout la vigne, nous ne craignons pas de conclure que *sans une meilleure organisation de l'élevage, et de la production fourragère, l'agriculture anniviarde ne se relèvera pas*. Si nous examinons les différents secteurs actuels, il est visible que *l'alpage anniviarde obtient la productivité et la rentabilité les plus élevées*. Le gardiennage communautaire y réduit le personnel nécessaire, tandis qu'au village son individualisation croissante en augmente le coût. Le fromage, fabriqué dans de bonnes conditions, est beaucoup mieux valorisé que la tome du mayen. A Saas-Fée, des alpages plus petits (une vingtaine de têtes) et plus maigres sont en voie d'abandon.

Le secteur le plus déficient nous paraît l'affouragement d'hiver, qui exige trop de travail pour l'obtention du foin et plus encore pour le soin aux animaux dans le cadre inadapté des multiples granges-écu-

ries dont le plus grand intérêt est historique, car elles ne sont ni aérées ni électrifiées, évidemment ; elles exigent à Pinsec jusqu'à trois heures de trajet aller et retour dans la neige.

L'ensemble des montagnes suisses pourrait, en économie de Plan, être un pâturage d'été : le Val d'Anniviers deviendrait « alpage de six mois », les fourrages d'hiver étant produits et surtout distribués en plaine dans des conditions bien plus avantageuses. Voir les animaux pâturer l'été sur le plateau suisse, soit adopter une spéculation extensive en milieu riche, tandis que le montagnard « ouvre » à la pioche des champs inaccessibles et trop peu fertiles pour mériter une telle intensification, où même récolte le « foin des roches » dans des conditions acrobatiques, ne nous semble pas relever d'une économie rationnelle. Le Statut de l'agriculture, qui témoigne d'une sollicitude particulière pour la montagne, pourrait étudier toutes les mesures facilitant la *transhumance inverse*, la descente en basse vallée ou en plateau, l'hiver, du bétail appartenant au montagnard, complétant la montée en été du cheptel d'en bas. Déjà en 1947 on a subsidié l'hivernage en Suisse allemande des génissons du Valais.

Dans la structure économique actuelle, ces propositions ne sont pas immédiatement applicables sur une grande échelle et risquent de causer des pertes aux particuliers qui chercheraient à les appliquer individuellement, en vendant par exemple tout le bétail l'automne pour le racheter au printemps. Ceci poserait en outre le problème de l'emploi, du chômage hivernal. Une solution de compromis, déjà plus coûteuse et économiquement moins rationnelle, permettant néanmoins un pas décisif en avant, *abandonnerait à la pâture les coins trop difficiles à récolter*, par suite du relief excessif et du manque de voies de transport. Le haut des mayens, d'où le foin ne peut être aisément transporté au village, serait rattaché aux alpages : on y ferait ainsi du meilleur fromage, économiserait le travail de garde, en prolongeant la durée de l'inalpage. Mais le bas plus accessible fournirait toujours le foin d'hiver, ramené à l'étable agrandie et modernisée du village.

La pâture d'été absorberait aussi les secteurs les plus difficiles des villages et dès à présent les champs abandonnés. Alors se poserait le problème du gardiennage, qui trouve plusieurs solutions. Le troupeau ovin communal (ou de consortage) serait, comme autrefois, gardé en commun sur l'ensemble des friches, pacages et taillis. L'agnelage de printemps permettrait de réduire au plus bas les exigences de fourrage d'hiver ; de faire coïncider la période des besoins maxima (allaitement et engraissement des agneaux) avec la grande poussée des her-

bes spontanées. Tandis que les vaches donnant le lait d'été, que les touristes exigent en quantités croissantes, peuvent aussi vêler plus tard et seraient mises en pâtures encloses constituées sur les meilleurs des anciens champs et pacages, à la limite supérieure des bisses qui fourniraient l'eau d'abreuvement, puis sur les parties trop difficiles d'accès des prairies irriguées. En dessous d'un demi-hectare, la clôture fixe devient inéconomique, trop longue par unité de surface. Pour une exploitation rationnelle des herbages, leur consommation méthodique, il ne semble cependant pas y avoir intérêt à dépasser ce chiffre, tant que chaque ferme n'aura pas de plus gros troupeaux.

Ceci nous ramène une fois de plus au *remaniement parcellaire*, préliminaire indispensable d'une telle opération : on ne peut enclore des parcelles de 2 ares. Les gens du Val ont été échaudés par un remembrement mal dirigé près de Sierre, qui leur a coûté 2 fr. 30 la toise vers 1925¹, les obligeant en quelque sorte à *racheter une seconde fois leur terrain pour l'aménager convenablement*. La Confédération prend à sa charge 25 % des frais, sans obliger comme auparavant le Canton à donner autant. Mais le Valais, qui présente le maximum de parcelllement, ne pourra fournir une contribution assez importante. Subordonner le subside confédéral à un apport analogue des cantons a trop longtemps favorisé les plus riches d'entre eux. Les subsides actuels visent surtout, comme on nous l'a bien précisé à Berne et à Brougg, à retenir *une forte* densité de population dans l'agriculture montagnarde². Le problème a été posé sur un plan sentimental, et aussi dans le but de parer à une certaine évolution *politique*. Le résultat concret, ou plus précisément l'échec de ces mesures s'inscrit nettement sur les champs abandonnés entre St-Luc et Vissoie.

Si l'on avait d'abord visé le maintien en production du sol, on aurait plus logiquement accordé des crédits, sans doute plus importants, mais *spécifiquement consacrés à l'équipement*, visant à la mise en valeur des montagnes, à l'accroissement de la productivité du travail agricole. Ceci exigerait d'abord, comme en France, la prise en charge intégrale par la Collectivité des frais de remaniement³. S'il était réalisé, sauf le géomètre, par des aides originaires du Val, il y apporterait ainsi un peu d'argent liquide.

¹ 540,000 francs français l'hectare !

² « Cette classe de population que l'on a toujours considérée comme l'un des plus fermes soutiens de l'Etat et l'une des sources de vie les plus riches de notre peuple. » Dr Laur.

³ Viser un remaniement « au mètre carré près », sur des terres abandonnées ou en voie de l'être, découpées en morceaux d'un demi-hectare à 5 ares, est d'ailleurs absurde. Mais l'opinion paysanne l'exige encore.

Cette opération supposée résolue, la pâture étendue, en partie à l'aide des couennes de scierie, de fils barbelés ou de la clôture électrique si les vaches d'Hérens s'y soumettent, il *faudra produire sur le secteur restant, notablement diminué, autant ou presque de fourrages d'hiver*. Ceci se réalisera par une intensification plus poussée du secteur accessible, réalisable grâce à l'eau d'irrigation et au soleil du Valais, si tous les autres facteurs de production sont également soignés.

Le plus important consisterait dans le retournement des vieux prés pour *l'adoption de prairies temporaires ou artificielles*, en rotation avec les plantes sarclées fourragères et les fourrages annuels — seigle ou escourgeon à six rangs d'hiver, qui permettraient de prolonger tard à l'automne, sans la descente à Sierre, et de commencer tôt au printemps l'affouragement en vert, économisant trois semaines sur les réserves hivernales. L'été on pourrait cultiver la vesce avoine, pour les laitières, qui se fane aisément. La luzerne réussit sur les mieux drainés et exposés des sols du Val, pas tous décalcifiés. Elle peut s'installer sur nombre de champs abandonnés. En sol très sec, le mélange Lotier-Dactyle (12 kg. de chaque graine à l'hectare) pourrait être essayé et durer plus longtemps encore, s'il est bien exploité, avec pâture précoce et méthodique. A l'irrigation, un mélange Dactyle (25 kg.), trèfle blanc de Lodi (2 kg.), avec parfois substitution partielle de Lotier, de Fromental et d'avoine jaunâtre — cette dernière surtout en haute altitude — peut donner le double des bonnes prairies actuelles, le quadruple des médiocres, envahies de mousses, de géranium des prés et d'euphrases. Ceci à condition d'y faire trois coupes précoces et une pâture, de soigner la fertilisation, spécialement phosphatée.

Avec la motofaucheuse, que favorisera le nivellement du labour et qui peut évoluer sur des pentes dépassant 30 %, il restera à résoudre le problème de la rentrée. Pour suivre la même cadence que la coupe, celle-ci exigera de petits chemins de dévestiture accessible aux remorques, comme ceux qui peuvent suivre les bisses modernisés. Au lieu de subventionner, par des dépenses de consommation, *le maintien artificiel d'une agriculture préhistorique*, il nous semblerait préférable de s'attaquer à la cause première de l'infériorité montagnarde, l'insuffisance de productivité, en réalisant un tel équipement : or les chemins agricoles ne sont pas toujours subsidiés. Poser en principe premier que l'exploitation de montagne *doit d'abord produire sa propre alimentation*, c'est chercher à rétablir ou à maintenir une *économie autarcique*, donc archaïque, au lieu de viser la *productivité maximum*, par les spéculations qu'appellent les vocations naturelles, dans le cadre de l'éco-

nomie d'échange que permet le réseau actuel de voies de communication. Dans sa classique « Economie rurale », le Docteur Laur écrit : « Plus l'accès est difficile, plus l'agriculteur est *obligé* de cultiver les céréales et pommes de terre nécessaires à la consommation domestique ». Il n'y a plus guère de communes inaccessibles aux jeeps, aussi peut-on appliquer cette autre prescription du même auteur : « ... le paysan trouvera son avantage à renoncer entièrement à la culture des champs en vue de la consommation domestique et à adopter un système herbage¹ exclusif ». C'est désormais à l'échelle *nationale* et non plus domestique qu'il faut, en cas de difficultés internationales, poursuivre l'objectif autarcique.

Chacun dans le Val est prêt à vous raconter les avatars de ces champs « ouverts » à grand travail pendant la guerre, pour y obtenir à peine la semence. Le plan Wahlen, qui a sauvé la Suisse, devrait désormais — même en cas de conflit — être appliqué d'une façon plus nuancée, plus différenciée. La *pâturage de plaine n'est plus tolérable en cas de conflit*, quand celle de montagne se défend encore. Au lieu de subsidier seulement les céréales, nous préfererions, comme les Anglais, *primer fortement chaque retournement de vieux prés*, même — j'allais dire surtout — s'ils visent la constitution de prairies artificielles ou temporaires, *plus productives que les céréales fourragères*. Ainsi se maintiendra pendant la paix un labour rentable, qui permettrait en cas de conflit de revenir plus aisément aux céréales. Subsidier pendant toute la période de paix des céréales en des situations irrationnelles, inadaptées, ne nous paraît pas de bonne politique économique. La volonté de maintenir à tout prix des « champs ouverts » contribue à masquer l'importance de la Révolution fourragère pour l'agriculture de montagne, dont les premiers essais de la Station de Mont-Calme à Chandolin confirment les possibilités locales². L'objectif est maintenant de la faire passer dans les mœurs. L'école de Châteauneuf, qui a eu une si heureuse action en plaine, ne semble pas avoir compris toute l'importance de l'intensification fourragère en montagne ; cette dernière ne tiendrait pas une place suffisante dans son enseignement, nous disent ses anciens élèves.

Au lieu de l'actuelle subvention, modeste et indistincte à l'ensemble des agriculteurs, à qui elle apparaît comme une aumône « incompa-

¹ Nous écririons « fourrager », pour souligner une préférence pour le fourrage cultivé, chaque fois qu'il est économiquement possible, sur la prairie permanente.

² Voir notamment les travaux de la Station de la Salize d'Ulzio, au débouché en Italie du Mont-Genèvre.

tible avec sa dignité », dit justement le groupement suisse des paysans de montagne, il semblerait meilleur d'aider *préférentiellement ceux qui pratiquent les formes modernes de production*. Outre les crédits à l'équipement, cela signifierait une large détaxe (de la moitié du prix au minimum) des engrais, puissant levier d'intensification, qui serait bien plus efficace sur les prairies rénovées, comme nous l'avons prouvé en Lyonnais.

Ainsi le degré d'intensité de la culture serait proportionné aux « possibilités » des différents secteurs. Les petits chemins élargiraient le secteur intensif, qui tend à se rétrécir trop aux seuls abords des villages, quand l'agriculture est une activité complémentaire de gens qui ne peuvent aller loin et *maintenant la valeur vénale des terres proches à un taux excessif*. Labour et fertilisation artificielle permettraient de doubler la production de fourrage d'hiver dans ces zones accessibles, ce qui paraît plus urgent que les étables d'alpages. Dans les autres, un système plus extensif de pâture, mieux adapté à leur situation, permettrait d'éviter l'abandon improductif, qui n'est pas justifié économiquement. En somme on poursuivrait l'évolution commencée le jour où on a cessé de couper à la faucille les « Scitiz » ou foin sauvages des alpages (situés aux endroits trop dangereux pour les bovins) pour les faire brouter par les chèvres. Laur a bien montré que si l'agriculture suisse dans son ensemble avait intérêt à augmenter son intensité, il n'en était pas ainsi de l'ensemble du secteur montagnard. Comme partout dans le monde, il faut rechercher ici un degré d'intensité adapté aux possibilités du milieu.

En élevant considérablement la productivité du travail anniviard, et plus spécialement de celui consacré au fourrage d'hiver, véritable « goulot d'étranglement » de l'économie montagnarde, on poserait sous un nouvel aspect le problème de la *dimension optimum des exploitations*. Plus de 600 journées d'équivalent de travail d'homme — en réalité près d'un millier de journées — dépensées en 1946-47 sur le secteur d'altitude de la ferme Florey, vigne exclue, pour 2 ha. 20 de prairies fauchées, 45 ares de pâturages et 21 ares de champs, soit moins de 3 hectares (sans l'alpage et les communaux) ; avec à l'époque 3 vaches, 3 génisses, 2 veaux, 1 porc, 3 chèvres et 4 moutons : cela représente un *gaspiillage désormais intolérable de travail humain*, surtout par le portage, le gardiennage et le travail aux granges-écuries. Le Docteur Laur signale non loin de là une dépense analogue de 1,150 journées de travail sur 4,5 ha., rapportant un « produit du travail » de 2 fr. 38 (quand on peut gagner 15 à 20 fr. dans les chantiers voi-

sins). Dès que le plan proposé ci-dessus ou d'autres mesures analogues commenceraient à se réaliser, l'exploitation de « 3 ha., 3 vaches » deviendrait vite trop exigüe. Elle l'est déjà pour les ressources trop maigres fournies à la famille ; elle le sera alors par l'insuffisance d'emploi. Avec le développement des fourrages intensifs, c'est vers la formule « 8 hectares, 10 vaches » que devrait tendre, dans une première étape, l'exploitation familiale du Val d'Anniviers¹. Elle n'aurait ainsi plus besoin d'activité complémentaire, et pourrait réaliser économiquement un équipement semi-moderne, jusqu'à la motofaucheuse avec treuil et tirant les remorques, ainsi que la machine à traire. Sans un gros effort d'équipement, plus facile à réaliser vallée par vallée, *l'agriculture montagnarde va bientôt disparaître*, comme le confirment aussi bien le curé de Chandolin que le guide de Saas-Fée.

Ceci suppose une *diminution importante de la population* encore consacrée à l'agriculture de montagne, contraire aux objectifs officiels, qui seraient étonnants par leur incompréhension de l'économie moderne, si celle-ci n'était pas si répandue. Ce désir d'une *forte* population freine l'effort pour un *meilleur équipement*, qui pourtant, mieux que celle-ci, serait capable d'assurer l'approvisionnement du pays, dans la deuxième moitié du XXe siècle.

A l'activité complémentaire, acceptable comme solution de transition, nous préférons une répartition plus tranchée de la population entre les différents groupes de travaux. L'ouvrier gardera naturellement avec avantage jardin et petit élevage, et aidera au début l'exploitation paternelle. Mais il nous semble peu désirable de lui voir conserver éternellement un microfundium où il continuerait à *trop peiner pour trop peu récolter*. L'Union suisse des paysans préfère subventionner cet état hybride, pour conserver une population ouvrière « ayant bon esprit ». A Vissoie, Mme Genoud nous signalait « l'esclavage » de la femme laissée seule, avec toute la charge de la ferme non outillée, par le mari parti toute la semaine en chantier. Pour assurer les travaux, les enfants vont à l'école à peine six mois² et la quittent très jeunes. La Division de l'Agriculture de Berne nous disait que l'ouvrier-paysan se procurait sa nourriture à bon marché : le surmenage familial nous paraît au contraire un prix excessif.

¹ L'allocation familiale est accordée « aux paysans de montagne dont l'exploitation a une capacité de rendement de 12 unités de gros bétail au plus ». Cette limite économique, implicitement désignée par la loi, doit devenir un minimum qui dispense de la mendicité.

² L'école n'est ouverte que 6 mois ; l'institutrice, payée pendant le même temps, retourne l'été sur la ferme paternelle, ou sort en hôtel.

Cette sortie du métier agricole ne serait pas forcément corollaire d'un exode rural, si l'on réalisait la décentralisation industrielle, préconisée à l'échelon national par le délégué aux occasions de travail, le Dr Zipfel. Dans « Essai d'histoire de la vallée d'Hérens », les abbés Gaspoz et Tamini souhaitent à la population de conserver « la simplicité et la frugalité des ancêtres, constituant toujours des facteurs d'une honnête aisance »... « les habitudes de foi, de travail et d'économie ». Aujourd'hui l'abbé Crettol, recteur de l'Ecole d'agriculture de Châteauneuf, redoutant que cette conception traditionnelle ne provoque finalement la concentration urbaine, réclame avec le Docteur Zipfel, *l'industrialisation des vallées montagnardes*. Le tissage à la main et la sculpture du bois ne résoudront pas ce problème. A St-Nicolas, dans la vallée toute voisine de Zermatt, une usine de 400 ouvriers a permis de construire les chemins ruraux, de prolonger la scolarité, d'améliorer l'habitat (35 chalets bâtis en 5 ans). Les ouvriers continuent à cultiver les terres proches de la vallée, mais abandonnent les mayens. Plutôt qu'une agriculture autarcique et d'activité complémentaire, dont St-Chaffrey nous a montré les risques de décadence prononcée, nous pensons que l'avenir du Val d'Anniviers est dans un *renouveau modernisé de l'économie pastorale*. Ceci implique la spécialisation vers l'élevage, basé sur la pâture d'été et le fourrage intensif pour l'hiver, avec agrandissement des exploitations, grâce à un équipement largement aidé par la collectivité nationale. Sans cela le *prolétariat du XX^e siècle ne sera plus en un certain sens l'ouvrier d'usine mais le paysan montagnard*, même possesseur de ses « moyens de production ».

Les travaux de comptabilité de l'Union suisse des paysans ont montré pertinemment l'infériorité économique de la trop petite exploitation. En 1943, on dépensait 142 jours de travail par hectare sur les fermes de 3 à 5 ha., contre 62 sur les plus de 30 ha.¹ En 1949, le produit de la journée de travail d'homme croît régulièrement, de 8 fr. 32 pour les premières (nous l'avons vu très inférieur encore en montagne) à 16 fr. 38 pour les secondes. Il est curieux de lire, après ces publications, le postulat Favre du 21 mars 1950, qui se propose de : « parer à la désertion des campagnes et à la diminution du nombre de petites exploitations indépendantes ». Proposé depuis longtemps, cet objectif est mal réalisé, puisque la Suisse avait 206,000 possesseurs de bétail bovin en 1913, 181,200 en 1946, 169,400 en 1952. De 36 % en 1888, le pourcentage de population agricole est tombé à 19 %.

¹ Ce dernier chiffre étant déjà élevé, par rapport à ceux des pays plus équipés, comme l'Angleterre ou les Pays-Bas ; sans parler des Etats-Unis.

La trop petite taille des exploitations gêne la modernisation, l'équipement et l'intensification de l'agriculture suisse. Cependant les publications officielles de ce pays ne cessent de chanter les louanges du bon vieux temps et implicitement des techniques périmées. Significatif à ce sujet est le beau et intéressant livre du docteur Laur : « Le paysan suisse, sa patrie et son œuvre », qui renferme un grand nombre d'illustrations de travaux manuels (houage des champs, portage de récolte à la hotte, fauchage à la faux, etc...) sans qu'en soit souligné le caractère archaïque, la nécessité de la modernisation¹. Voir les hommes de plume, écrivains ou techniciens, chanter les louanges d'un trop dur métier, alors qu'ils sont peu disposés à prendre eux-mêmes la faux et la hotte, nous gêne sur le plan moral. Cependant les exportations traditionnelles suisses de fromage à pâte dure tombent depuis 1913 de 3,5 à 1 ; celles de lait condensé s'effondrent de 20 à 1. Avec un pourcentage analogue de population agricole, la Hollande exporte deux fois plus d'aliments qu'elle n'en importe, tandis que la Suisse ne produisait en 1939 que 52 % des calories consommées, quoique 80 % de la valeur. Les conditions naturelles, certes différentes, ne suffisent pas à expliquer cet écart : Il vient aussi de ce qu'on a visé le maintien de la population paysanne, avant sa haute productivité.

Le problème montagnard ne se résoudra pas par des subsides « pour encourager l'industrie paysanne domestique » (Laur) ; ni dans le cadre d'un protectionnisme interdisant l'entrée des graisses tropicales pour y substituer le beurre, comme le même auteur le proposait au lendemain de la guerre à une Europe encore partiellement affamée. Il exige l'étude de système de culture et de degré d'intensité appropriée aux différentes situations ; et un effort tout spécial d'équipement de la collectivité, analogue à celui du « marginal land » anglais. Une intensité moindre du secteur difficile, par extension de la pâture, comme un équipement accru, entraîneront certes une diminution de la population agricole, mais contribueront à *maintenir le sol en production*, ce qui nous paraît l'objectif premier. Sans un effort plus important et spécifiquement dirigé vers l'équipement moderne d'une agriculture montagnarde mieux adaptée aux impératifs des conditions naturelles, ici particulièrement pressantes, la friche continuera à gagner. *Pour avoir voulu y maintenir trop de paysans, on aboutira finalement à ne plus en avoir.*

¹ N'ayant pas compris que toute l'évolution moderne entraîne la réduction de la population nécessaire à la production des subsistances, Laur trouve « alarmante, la diminution de la population agricole ». Il écrit toutefois, dans le résumé de ce livre intitulé « L'Agriculture suisse » : « L'emploi des moissonneuses-lieuses est quelque peu limité par l'exiguïté des exploitations et des parcelles ». Et un peu plus loin : « Les entreprises les meilleures et les plus progressistes se rattachent au groupe des exploitations moyennes » (5 à 30 ha.).